

VERSION PROVISOIRE

NE PAS CITER SANS MENTIONNER LA SOURCE
La version définitive comprend aussi le compte rendu analytique bilingue. Les annexes sont reprises dans une brochure séparée.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

VOORLOPIGE VERSIE

NIET CITEREN ZONDER BRONVERMELDING
De definitieve versie bevat ook het tweetalige beknopt verslag. De bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTEGRAL**INTEGRAAL VERSLAG**

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

COMMISSIE VOOR FINANCIËN EN BEGROTING

Mercredi**16-02-2022****Après-midi****Woensdag****16-02-2022****Namiddag**

*Les textes n'ont pas encore été révisés par les orateurs.
Ceux-ci peuvent communiquer leurs corrections par écrit
avant le*

21-02-2022, à 16 heures

au Service du Compte rendu intégral.

e-mail: CRIV@lachambre.be

*De teksten werden nog niet door de sprekers nagezien. Zij
kunnen hun correcties schriftelijk
meedelen vóór*

21-02-2022, om 16 uur

aan de Dienst Integraal Verslag.

e-mail: CRIV@dekamer.be

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	Parti Socialiste
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement Réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
Vooruit	Vooruit
cdH	centre démocrate Humaniste
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 55 0000/000	Document parlementaire de la 55 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 55 0000/000	Parlementair stuk van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

mais à part les mesurette que ce gouvernement a prises, vous ne proposez rien, que du provisoire ou du minimaliste!

Pour les énergies de chauffage, il n'y a pratiquement rien! Il y a 100 euros de prévus mais vous maintenez une discrimination entre les différents taux de TVA. Pourquoi le bois qui est le plus polluant est à 6 %, le charbon à 12 %? Vous ne l'expliquez pas. Vous n'expliquez pas pourquoi vous n'appliquez pas 6 % sur un bien de première nécessité comme l'énergie, surtout avec les prix qu'on connaît actuellement. Même au-delà des prix, il y a une logique dans la TVA. Pourquoi ne pas appliquer cette logique?

En ce qui concerne l'effet négatif d'une TVA temporaire sur l'indexation, vous ne répondez même pas à la question. Ne parlons pas non plus du carburant auto, du cliquet dont vous parlez depuis des mois mais dont on ne voit jamais la couleur.

La surdité de ce gouvernement est inquiétante.

Je voudrais tout de même revenir sur cette prime de chauffage de 100 euros. Qu'est-ce que cela représente 100 euros pour un ménage par rapport à sa facture de chauffage? Vous savez que la consommation moyenne pour un ménage qui se chauffe au mazout de chauffage, c'est 2 100 litres par an. Au prix actuel, cela fait une facture de près de 2 000 euros. Que représentent vos 100 euros sur une facture de 2 000 euros? Ce n'est rien! Je ne parle pas du gaz dont le prix a explosé encore plus que le mazout de chauffage. Que nous dites-vous finalement? Que la meilleure solution, c'est de jouer sur les revenus des gens. Mais que fait ce gouvernement sur les revenus des gens? Vous avez bloqué les salaires! Vous avez imposé la norme salariale qui bloque les salaires. Ne venez donc pas parler d'une solution via les revenus puisque vous les bloquez et, pour le prochain AIP, on parle même d'une augmentation qui serait de 0 %. Le 0,4 % imposé par ce gouvernement parce que les interlocuteurs sociaux n'ont pu se mettre d'accord et on comprend que les syndicats aient refusé - ils exigent d'ailleurs une révision de la loi sur la norme salariale -, ce n'était rien! Je vous rappelle aussi que les carburants ne sont pas compris dans l'indexation des salaires. On avance même 0 % pour les deux ans à venir. Ne venez donc pas dire que la solution est celle-là.

Votre gouvernement ne fait rien pour la facture énergétique des produits et bloque les salaires en matière de revenus. Votre bilan est vraiment négatif!

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 **Samengevoegde vragen van**

- **Joy Donné aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën) over "De herziening van de EU-energiebelastingrichtlijn" (55024858C)**

- **Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "Het verslag van de Europese Rekenkamer over energiebelasting en klimaatdoelstellingen" (55024951C)**

- **Kurt Ravyts aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën) over "Het Belgische standpunt over de herziening van de energiebelastingrichtlijn (ETD)" (55025158C)**

03 **Questions jointes de**

- **Joy Donné   Vincent Van Peteghem (VPM Finances) sur "La révision de la directive européenne sur la taxation des produits énergétiques" (55024858C)**

- **Daniel Senesael   Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Le rapport de la Cour des comptes européenne en matière de taxation et de climat" (55024951C)**

- **Kurt Ravyts   Vincent Van Peteghem (VPM Finances) sur "La position belge sur la révision de la directive sur la taxation des produits énergétiques (ETD)" (55025158C)**

03.01 **Joy Donné (N-VA):** Mijnheer de minister, afgelopen zomer stelde de Europese Commissie een herziening van de energiebelastingrichtlijn in het vooruitzicht. Ze betreft onder meer de accijnzen. De focus zou veranderen van volume naar inhoud. Er zou een *ranking* van brandstoffen worden gepresenteerd. Dergelijke wijzigingen hebben een grote impact op het hele economische weefsel in België en in het bijzonder op een aantal specifieke sectoren zoals de landbouw, de visserij, het transport en energie-intensieve sectoren.

Heeft de regering al een standpunt ingenomen over de herziening? Zo ja, wat is dat standpunt? Werd hierover in de Raad gecommuniceerd? Werden de deelstaten betrokken bij de totstandkoming van het standpunt of zal dat nog gebeuren? Ten slotte, hoe schat u de impact van het voorstel op het Belgisch concurrentievermogen in?

03.02 **Daniel Senesael (PS):** Madame la présidente, monsieur le ministre, le lundi 31 janvier 2022, la Cour des comptes européenne a publié un document d'analyse "Taxation de

l'énergie, tarification du carbone et subventions à l'énergie", qui présente une série d'éléments problématiques eu égard à la concordance entre la taxation de l'énergie et les objectifs climatiques de la politique de l'Union européenne.

Monsieur le ministre, pouvons-nous obtenir votre retour sur ce document?

En juin 2021, la directive européenne sur la taxation de l'énergie a fait l'objet d'une révision, laquelle a donné lieu à une proposition de mesures présentée dans le cadre du package "Fit for 55". Cette proposition vise notamment à taxer les carburants selon leur contenu énergétique et leur performance environnementale – et non plus selon leur volume –, à simplifier la catégorisation des produits pour la taxation, ainsi qu'à supprimer les exemptions pour certains produits de chauffage et l'interdiction de l'exonération totale de la taxation de l'Union européenne des combustibles fossiles utilisés dans le transport aérien intra-UE, le transport maritime et la pêche. Pouvons-nous obtenir des informations au sujet de l'avancée des négociations à ce sujet, ainsi qu'au sujet du calendrier prévu?

Pouvons-nous avoir votre point de vue sur l'impact que pourraient avoir ces mesures sur le coût de l'énergie, considérant la période de fluctuation des prix que nous connaissons et que nous devrions toujours connaître dans les mois à venir?

À ce propos, l'analyse d'impact mentionné dans la proposition indique qu'une taxation accrue des combustibles fossiles pourrait avoir des conséquences plus importantes pour les ménages à faibles revenus, notamment en ce qui concerne le chauffage. En réponse à cette problématique, il y aurait la possibilité d'un recyclage des recettes en faveur de la transition écologique – en financement d'investissements dans des biens et équipements à faible intensité de carbone et économes en énergie ou par des transferts forfaitaires. Pouvons-nous également obtenir de plus amples informations sur les perspectives offertes par cette possibilité?

03.03 Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de minister, het is duidelijk dat de gascrisis een alsmaar grotere impact heeft, ook op de reeds lang aangekondigde fiscale hervorming en op het akkoord over de accijnzen.

Ik zal niet alles herhalen wat collega Senesaël heeft gezegd over het wetgevingspakket Fit for 55, waar de herziening van de energiebelastingen

richtlijn ook deel van uitmaakt. De Europese Commissie wil de manier waarop energieproducten belast worden, ingrijpend wijzigen. De belasting zou gebeuren op basis van de energie-inhoud, eerder dan op basis van het volume. De Europese Commissie wil ook een ranking hanteren waarbij fossiele brandstoffen het meest belast zouden worden en elektriciteit het minst. Er zou sowieso voor alle sectoren ook een minimumtarief komen.

In fiscale aangelegenheden is echter unanimiteit nodig tussen alle lidstaten van de Europese Unie. Ook België zal zich hierover dus moeten uitspreken. Welk standpunt zal de regering hierover innemen? Hoe past dat in uw grote fiscale hervorming waarvan de federale minister van Klimaat steeds gezegd heeft dat de fiscaal gestimuleerde uitfasering van fossiele brandstoffen er deel van zou uitmaken?

Welke impact heeft dat mogelijkerwijze op de zogenaamde regelknop, met name het flexibele accijnsmechanisme, daar de federale minister van Energie hier steeds over gecommuniceerd heeft dat dat ook een instrument zou kunnen zijn om via de factuur een taxshift van elektriciteit naar fossiele brandstoffen te doen? Meent u dat dat aangewezen gelet op de bijzonder hoge gasprijs, die misschien ook tijdens de lente en de zomer van 2022 zou kunnen aanhouden, en het feit dat 70 % van de Vlamingen met gas verwarmt? Ik denk van niet, maar u zult mij zeker antwoorden.

03.04 Vincent Van Peteghem, ministre: Madame la présidente, chers collègues, le rapport de la Cour des comptes contient d'intéressantes analyses des différents mécanismes en place dans le domaine de la taxation de l'énergie. Sur la base des données recueillies, la Cour des comptes européenne formule des observations. Le rapport démontre pourquoi une révision de la directive sur la taxation de l'énergie est importante.

Het voorstel van de Europese Commissie tot herziening van de energiebelastingrichtlijn wordt momenteel besproken op het niveau van de Raad. Het is dus nog te vroeg om al over een concreet tijdschema te praten. De werkzaamheden van de Raad worden op Belgisch niveau opgevolgd in een ad-hocwerkgroep onder het voorzitterschap van de FOD Financiën, waarin alle belanghebbende partijen, met inbegrip van de Gewesten, vertegenwoordigd zijn. De werkgroep onderzoekt de kwesties vanuit een technisch perspectief. Indien een lid van de werkgroep, gelet op de politieke gevoeligheid van een kwestie, van

oordeel is dat die de bevoegdheid van de groep te buiten gaat, kan hij of zij de kwestie bij de politieke instanties aan de orde stellen.

De coördinatie van het Belgisch standpunt valt onder de bevoegdheid van de FOD Buitenlandse Zaken, meer bepaald de directie-generaal Europese Zaken en Coördinatie.

De voorgestelde richtlijn beoogt de minimum-accijnstarieven te verhogen om ze bindender te maken. Op het moment staan ze op zo'n laag niveau dat ze niet langer de werkelijkheid weerspiegelen. De verhoging van de minimum-tarieven zal het mogelijk maken de gelijke behandeling van de lidstaten op dat vlak te herstellen.

Een andere doelstelling van de voorgestelde EU-richtlijn is de schrapping van achterhaalde vrijstellingen en stimulansen voor het gebruik van fossiele brandstoffen. Aanpassingen aan de vrijstellingen kunnen een impact hebben op het concurrentievermogen. Het is daarom belangrijk dat dat in een Europees kader gebeurt, zodat een level playing field in Europa wordt gewaarborgd.

L'application des taux minimaux prévue dans la révision proposée de la directive sur la taxation de l'énergie affectera des produits faiblement taxés ou exonérés. Pour les carburants, il s'agit du kérosène d'aviation, du GPL, du gaz naturel et du diesel professionnel. Pour les produits déjà taxés au-delà du niveau minimum, il n'y aura aucun impact.

La directive n'entrera toutefois pas en vigueur à court terme. Une période transitoire est prévue pour certains vecteurs énergétiques. Cette évolution sera donc très différente de la très forte augmentation des prix de l'énergie que la Belgique connaît actuellement en raison des fluctuations du marché mondial.

Wanneer een herziening van de energie-belastingen leidt tot hogere inkomsten voor de Staat, is het ook belangrijk om die inkomsten terug te geven. Hierbij moet er in het bijzonder aandacht zijn voor de belastingbetalers die het meeste door de maatregel worden getroffen.

Ik heb de opdracht gegeven voor een studie over de vergroening van onze fiscaliteit, die moet bijdragen aan de verwezenlijking van de klimaatdoelstellingen, die België heeft onderschreven. In het kader van die studie wordt ook de impact op de huishoudens en inkomstendecielen bekeken. Die opdracht kadert in de bredere fiscale

hervorming, die we momenteel aan het voorbereiden zijn.

03.05 Joy Donné (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. U zegt dat er een studie komt naar de impact van de vergroening van de fiscaliteit. Dat is interessant en ik hoop dat we die dan ook in het Parlement kunnen inzien en bespreken. Ik deel de vrees van sommigen hier dat we met een rechtstreekse of onrechtstreekse verhoging van de prijs voor de consument zullen worden geconfronteerd.

Dat is eigenlijk de bottomline van het hele verhaal en daarmee valt alles samen te vatten. Wij moeten heel waakzaam zijn en ik hoop dat wij bij elke stap door u zullen worden geïnformeerd over de gesprekken op Europees niveau en in de regering.

03.06 Daniel Senesael (PS): Monsieur le ministre, merci pour la qualité de votre réponse. Celle-ci apporte des éléments de clarification à trois écueils importants. Tout d'abord, dans l'évaluation de la directive sur la taxation de l'énergie, la Commission a fait état de lacunes dans la législation sur la taxation minimale. Les propositions législatives de la Commission dans le paquet ajustement à l'objectif 55 visent entre autres à aligner cette taxation de l'énergie sur le contenu énergétique et à étendre à davantage de secteurs le système de quotas d'émissions de l'Union européenne.

Ensuite, la Cour des comptes européenne conclut que les politiques de l'Union européenne relatives à la taxation de l'énergie ne cadrent pas avec ses objectifs climatiques. Vous avez répondu à cet écueil.

Enfin, dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, une stratégie qui vise à rendre l'Union européenne neutre sur le plan climatique d'ici à 2050, la Commission prévoit d'aligner la taxation de l'énergie sur les objectifs climatiques. Là encore, vous avez apporté les éléments de réponse.

03.07 Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoorden.

U wordt stilaan enigszins onze hoop in bange dagen in de huidige vivaldiregering. Impliciet bevestigt u dat onze bezorgdheid, die we delen met de heer Donné, terecht is. U meldt dat u een studie over de vergroening van de fiscaliteit hebt lopen, waarin ook de mogelijke impact op huishoudens zal worden nagegaan.

U hebt het zo niet genoemd, maar mevrouw Khattabi heeft het over de klimaatbonus en de teruggave van emissierechten, die zouden worden doorgerekend aan de consument.

Het is in ieder geval een *work in progress*. Wij zullen het dossier de komende maanden van heel nabij opvolgen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 **Samengevoegde vragen van**

- Steven Matheï aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën) over "De cryptovouchers" (55025175C)

- Steven Matheï aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën) over "Een meldingsplicht voor cryptorekeningen" (55025189C)

- Kattrin Jadin aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën) over "De cryptomunten" (55025210C)

- Joy Donné aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën) over "De fiscale behandeling van crypto-assets en cryptomunten" (55025366C)

04 **Questions jointes de**

- Steven Matheï à Vincent Van Peteghem (VPM Finances) sur "Les coupons de cryptomonnaie" (55025175C)

- Steven Matheï à Vincent Van Peteghem (VPM Finances) sur "Une obligation de déclaration des comptes en cryptomonnaie" (55025189C)

- Kattrin Jadin à Vincent Van Peteghem (VPM Finances) sur "Les cryptomonnaies" (55025210C)

- Joy Donné à Vincent Van Peteghem (VPM Finances) sur "Le traitement fiscal des cryptoactifs et des cryptomonnaies" (55025366C)

04.01 Steven Matheï (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik trap een open deur in wanneer ik zeg dat het gebruik van cryptomunten, zoals Bitcoin, toeneemt. Niet alleen stijgen ze in aantal, maar ook het marktkapitaal dat ze vertegenwoordigen, stijgt. Dat is op zich een interessante technologische evolutie die heel wat mogelijkheden biedt, maar tegelijkertijd moeten we niet blind zijn voor de anonimiteit die daar mogelijks mee gepaard gaat, en dus ook het criminele gebruik ervan. Daarom hebben cryptomunten ook hun plaats in de antiwitwaswet. Vorige maand nog hebben we een en ander goedgekeurd in verband met het toezicht op ATM's..

Ten eerste zijn er de cryptovouchers. Dit zijn tegoedbonnen die men anoniem kan aankopen

om ze vervolgens, met de code die erop staat vermeld, kan inruilen voor cryptomunten. Dat is een techniek die stilaan in opmars is in vele landen, maar dus ook in ons land. Is dit in strijd met de huidige antiwitwaswetgeving of zijn er, om dit te beteugelen, nog bijkomende initiatieven nodig?

Nauw verbonden met cryptomunten, zijn buitenlandse bankrekeningen. We weten allemaal dat buitenlandse bankrekeningen moeten worden gemeld. Wat met buitenlandse online marktplaatsen, al dan niet met tussenpersonen, waar cryptowallets kunnen worden aangehouden? Deze worden niet vermeld in het KB en zijn ook niet verbonden aan IBAN-nummers omdat er vroeger natuurlijk nog geen sprake van was. De vraag stelt zich dan ook of er ook melding moet worden gemaakt van die zogenaamde cryptorekeningen. Zo niet, zou het dan niet raadzaam zijn om die verplichting in de toekomst in te voeren?

04.02 Joy Donné (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik weet niet of mijn vraag in dit minidebat thuishoort. Ze gaat niet over witwassen of de 2 % van de cryptoactiviteit die door criminelen gebeurt. Mijn vraag gaat over de 98 % anderen, die wel legaal met crypto bezig zijn, zowel bedrijven als particulieren. Daar ligt geen enkele focus vanuit politieke hoek op, spijtig genoeg.

Op dit ogenblik moet de fiscale behandeling van alles rond crypto in de algemene bepalingen worden ingeschoven. Men moet nagaan of het om het normaal beheer van privévermogen gaat, in welk geval het is vrijgesteld, zo niet is het een divers inkomen. Als het op echt professionele manier gebeurt, zit men met de kwalificatie beroepsinkomen. In het geval van crypto leidt dat vaak tot problemen en onzekerheden. In heel wat landen heeft men specifiek daarvoor fiscale wetgeving ontworpen, bijvoorbeeld in Nederland. Dat is niet noodzakelijk altijd wetgeving die vrijstelt of heel gunstig belast, maar wel die rechtszekerheid biedt en duidelijkheid en transparantie. Dat ligt moeilijker in België.

Mijnheer de minister, hoe staat u tegenover het invoeren in België van een meer coherent en specifiek fiscaal regelgevend kader voor inkomsten uit crypto? Hoe zou u dat kader organiseren? Zou dat eventueel ook een onderdeel kunnen zijn van de grote fiscale hervormingsplannen die u in de komende maanden zou willen voorleggen?